

Veille santé Hongrie

Novembre 2023

Secteur public

Pénurie de personnel dans le secteur de la santé

Le système de santé hongrois manque de 30 000 soignants, et au moins 15 000 de ceux qui sont en poste ont plus de 60 ans. Actuellement, la Hongrie compte 130 000 professionnels de santé, soit environ 30 000 de moins que dans les années 1990. Les listes d'attente s'allongent et beaucoup patients se plaignent. Chaque année, 200 000 opérations sont réalisées, mais 41 500 personnes sont sur des listes d'attente, dont 23 400 pour une période supérieure à 60 jours. Rien que pour les opérations de remplacement du genou et de la hanche, 20 000 personnes sont dans l'attente d'une intervention chirurgicale. Selon Péter Takács, secrétaire d'État à la Santé, la prochaine étape de la hausse des salaires, prévue en mars 2024, pourrait combler la pénurie de travailleurs qualifiés. Cette revalorisation réduira en effet l'écart salarial entre les médecins et les soignants à 38%. Les salaires des soignants seront différenciés l'année prochaine en fonction de la charge de travail : « un assistant qui travaille avec un diabétologue n'a, de fait, pas la même charge de travail qu'une infirmière de nuit dans un service psychiatrique ». L'enseignement médical en Hongrie est incontestablement reconnu, selon Balázs Hankó, secrétaire d'Etat au ministère de la Culture et de l'Innovation. 42 000 étudiants étrangers viennent en Hongrie chaque année pour faire leurs études, la plupart d'origine allemande. Le secrétaire d'Etat souligne aussi que l'objectif est d'avoir une université classée dans le top 100 mondial d'ici 2030, trois universités dans le top 100 de l'UE, et de passer de la 33^{ème} à la 10^{ème} place en matière d'innovation. Dans ce but, les universités médicales hongroises ont reçu un total de 16,5 Mds HUF pour financer l'enseignement de solutions numériques.

Augmentation du prix des médicaments préparés en pharmacie

Un décret gouvernemental publié le 15 novembre a triplé le prix des médicaments « magistraux », c'est-à-dire le prix des préparations faites par les pharmaciens à partir de l'ordonnance du médecin. Le nouveau décret 47/2023 (XI.15.) du ministère de la Santé est entré en vigueur depuis le jeudi 16 novembre. Selon les données de la NEAK (Caisse nationale d'assurance maladie), bien que la demande de produits magistraux affiche une baisse constante, plus de 5 millions d'ordonnances de ce type ont été délivrées en 2022. Il existe par ailleurs une réelle demande publique pour ces produits : au total, le nombre de médicaments magistraux prescrits et en vente libre dépassaient 7 millions l'année passée.

Un grand débat professionnel s'est par ailleurs ouvert sur la question des médicaments magistraux, après que Hunor Novák, pédiatre, ait attiré l'attention dans un post Facebook sur le fait que plusieurs pharmaciens avaient refusé de préparer des médicaments qu'il avait prescrits pour des raisons financières, alors qu'ils ne sont pas en droit de le faire. Cette dernière affirmation a été confirmée par le Centre national de la santé publique et de la pharmacie (NNGYK). La raison financière du refus de préparation tient au fait que les matières premières nécessaires ne sont pas en stock, qu'elles sont chères à obtenir et qu'elles ne sont disponibles qu'en grandes quantités. Un article sur ce sujet a déjà été publié, dans lequel le président de la Chambre hongroise des pharmaciens, Zoltán Hankó, rappelait que le prix des médicaments magistraux est resté inchangé depuis plus de vingt ans. Le gouvernement n'a pas réagi au débat, mais a publié le décret.

Dette des hôpitaux

Le gouvernement a prévu une aide de 90 Mds HUF pour les hôpitaux afin de régler les factures échues depuis 60 jours. Toutefois, cette mesure ne permettra pas de payer toutes les factures impayées, il restera encore une dette de 36 Mds HUF à régler, qui pourrait atteindre 50 Mds HUF d'ici janvier 2024. La subvention est répartie de manière disproportionnée entre les hôpitaux : par exemple, l'hôpital Szent Imre recevra une aide pour 95% de ses factures impayées, tandis que l'hôpital universitaire de Kaposi Mór, dans le comté de Somogy, ne recevra que 25%. Certains hôpitaux ne seront pas en mesure de payer leurs fournisseurs sur le marché après le règlement de la dette. La situation des hôpitaux s'aggrave et la question de la dette pose défi au système de santé national, surtout si l'aide de 90 Mds est la seule subvention sur laquelle les institutions peuvent compter.

Chambre médicale hongroise (MOK)

Gyula Kincses, a annoncé sa démission du poste de président à la mi-novembre. Péter Álmos a été élu comme nouveau président ; il était jusqu'ici vice-président de la Chambre médicale. Dans son premier discours post électoral, il a mis l'accent sur trois piliers : 1. La représentation des médecins, 2. Le renforcement et la création des groupes de travail professionnels, 3. Le rôle renforcé de la médiation entre médecins et patients.

Secteur privé

Synlab

Synlab nie avoir reçu une proposition d'achat directe ou indirecte de la part du gouvernement. Le groupe Synlab, a déclaré ne pas avoir l'intention de vendre *Synlab Hungary Kft.*, et que les allégations faites dans la presse n'étaient pas fondées. Un expert du marché de la santé souligne qu'il serait plus judicieux pour l'État d'acheter le plus grand acteur privé du secteur plutôt que l'évincer du marché par ses réglementations. Selon cet expert, Nemzeti Orvoslaboratórium Diagnostics Nonprofit Kft. (Laboratoire médical national) a été créé pour remplacer les laboratoires privés actuellement en activité.

Richter

Suite à un avis positif de l'Agence européenne des médicaments en septembre, la Commission européenne a approuvé l'extension de l'utilisation de RYEQO de la société Richter dans le traitement de l'endométriose. La gynécologie est l'une des activités stratégiques de Richter. Les recettes de RYEQO au cours du premier semestre 2023 ont été près de 3,5 fois supérieures à celles de la même période de l'année dernière. La société a enregistré des recettes de 2,4 Mds HUF pour la vente ce produit, soit 0,6 % des ventes totales.

Béres : développement de son usine de Szolnok

La plus grande entreprise pharmaceutique hongroise a investi, grâce à l'aide du gouvernement, un montant de 8,3 Mds HUF pour développer son usine de Szolnok, et créé ainsi 24 nouveaux emplois. L'investissement en question a permis la construction d'un laboratoire de recherche de 680 mètres carrés et d'un entrepôt de 4 120 mètres carrés, avec une capacité de stockage de 6 000 palettes. Outre les bureaux et les installations, un bâtiment de stockage pour les déchets (et plus particulièrement ceux considérés comme dangereux), conforme aux normes environnementales, a été construit. Les produits Béres sont fabriqués depuis 28 ans et l'usine a déjà été rénovée, y compris l'investissement actuel, pour une valeur de plus de 25 Mds HUF. Il existe sur le marché 146 types de

produits de la marque Béres, dans 244 emballages différents. L'entreprise a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires net de 19,1 Mds HUF.

Hungaropharma : inauguration d'un nouvel entrepôt

Hungaropharma inaugure un nouvel entrepôt de 3000 m² dans le cadre d'un investissement de 6,2 Mds HUF. Ce nouvel investissement s'inscrit dans la politique de développement stratégique du gouvernement, et a été subventionné par l'Etat. La capacité totale d'entrepôt de l'entreprise est désormais portée à 18 000 m², avec des entrepôts réfrigérés qui peuvent accueillir 20 000 palettes dont la manipulation est entièrement automatisée. Hungaropharma a joué un rôle prépondérant dans le cadre de la lutte contre le COVID et a servi de transit pour 80% des vaccins. Hungaropharma, société hongroise, est la principale compagnie de vente en gros de produits pharmaceutiques en Hongrie, avec une part de marché d'environ 40 %. Elle fait partie des 30 plus grandes sociétés hongroises en termes de ventes nettes. Elle vend 153 millions de boîtes de médicaments chaque année, ses commandes quotidiennes atteignent 12 000, le nombre de produits qu'elle distribue dépasse 18 500 et le nombre de ses partenaires fabricants et fournisseurs est de 600.

Egis : accord avec l'Ouzbékistan

Egis Pharma a signé un accord de coopération avec l'autorité pharmaceutique ouzbèke à Tachkent afin d'améliorer la réglementation pharmaceutique ouzbèke et l'accès aux médicaments. Egis apportera un soutien technique au développement de la législation pharmaceutique ouzbèke et soutiendra le développement professionnel du personnel de l'autorité. Le point clé de l'accord consiste à un partage régulier d'informations et l'échange d'expériences entre les deux parties. Le PDG d'Egis, Csaba Poroszlay, a déclaré que cette coopération contribuera à garantir que les patients ouzbeks aient accès à des médicaments sûrs et de haute qualité à des prix abordables grâce aux produits d'Egis. Egis est confiant dans le développement à long terme du marché pharmaceutique ouzbek, dans un pays en forte croissance démographique et économique. Egis est membre du groupe français Servier, commercialise ses produits sous sa propre marque dans 17 pays, et ses produits sont disponibles dans 62 pays. Ses domaines thérapeutiques les plus importants sont le système cardiovasculaire et le système nerveux central.